

LES PIRES ENNEMIS DE LA PRESSE? LES SERIAL-ÉDITORIALISTES

LE 11 OCTOBRE 2010 ERWANN GAUCHER

Le web est-il vraiment le pire ennemi de la presse ? Les serial-éditorialistes lui ont fait beaucoup plus de mal en brouillant sa valeur ajoutée de vérification de la parole publique.

Quel est le pire ennemi de la presse ? Le web bien sûr ! Ce lieu vaguement satanique où l'information est gratuite.

À en croire une bonne partie des responsables des journaux français le débat semble se résumer à l'anathème lancé sur la toile, responsable de tous les maux des journaux ou à peu près.

Pour ma part, j'identifie un ennemi bien plus dangereux pour la presse : les serial-éditorialistes. La preuve avec la lecture de l'édition de ce lundi 11 octobre de *Libération* qui s'attaque frontalement aux bobards lancés à gauche comme à droite à propos de la réforme des retraites.

Une remise en cause de la parole des politiques de plus en plus rare dans la presse

En consacrant leur Une aux " **bobards qui faussent le débat** " sur les retraites, Cédric Mathiot et Luc Peillon pointent et remettent en cause l'impressionnante série d'approximations plus ou moins volontaires, d'erreurs voir de grossiers mensonges proférés par l'ensemble des politiques dans le débat sur les retraites. Et proposent du même coup les 4 pages les plus intéressantes que j'ai lu sur cette réforme depuis un mois.

La valeur ajoutée de ce dossier, de ce travail de remise en cause de la parole publique est évidente et justifie amplement de payer pour accéder à cette information. Ce qui n'est pas si répandu dans l'offre éditoriale des journaux français.

À force de ne plus systématiquement vérifier et remettre en cause la parole publique, les journaux ont été supplantés par le web pour répondre à cette attente du public.

Dans ce dossier, deux citations ont un écho particulier dans le grand débat de la valeur de l'information. La première est de Jean Veronis, linguiste :



Avant, un politique confondu essayait de sauver la face. Ce n'est plus une catastrophe d'être pris. Il n'y a plus matière à humiliation (...) un mensonge est dénoncé mais l'élastique revient en position initiale, comme s'il ne s'était rien passé. C'est assez surprenant. Dans le même temps, il y a de plus en plus de citoyens vigilants concernés par ces questions. Sur Internet, des blogs traquent les mensonges.



Un constat révélateur. À force d'avoir trop oublié cette fonction de vérificateur de la parole publique, les journaux traditionnels ont été petit-à-petit supplantés dans ce rôle dans l'esprit du public. Et il est vrai que trop de journaux ont, si ce n'est abandonné, du moins réduit à la part congrue cette vérification factuelle de la parole publique.

Migration des journaux vers le web, à tort et à raison

Au fil du temps, le grand public a plus ou moins cessé de rechercher cette fonction dans les journaux. Quand à la partie des lecteurs les plus intéressés, qui devrait constituer le cœur de cible de la presse, elle a commencé à aller chercher ailleurs, en partie à tort mais

souvent à raison.

À raison, car ils trouveront beaucoup plus d'interviews croisées (un représentant du parti A énonce sa vérité, un représentant du parti B la sienne) que de véritable travail de vérification tel que celui proposé ce lundi dans Libération.

À raison, car ils sont plus souvent abreuvés de tribunes d'éditorialistes ayant un avis général sur tout et n'importe quoi (et surtout sur n'importe quoi diront les mauvaises langues) que d'articles basés sur la vérification méthodique et systématiques des chiffres lancés par les acteurs du débat public afin de les expliquer, les mettre en perspective et les infirmer haut et fort si besoin.

À tort, car malgré tout, cette mission éditoriale de "vérificateur" subsiste, même si elle n'est pas forcément mise en valeur. On la retrouve par exemple (pas assez) régulièrement avec la rubrique intox/desintox de *Libération* et il existe des îlots éditoriaux de cette qualité dans la plupart des quotidiens nationaux. On peut leur reprocher de n'être ni assez nombreux ni assez mis en valeur, mais l'on peut aussi reprocher aux lecteurs de ne pas s'y intéresser plus que cela.

À torts partagés enfin, car le public est responsable de se laisser prendre dans un piège très bien identifié par Jean-Louis Malys, secrétaire en charge des retraites à la CFDT :



Quand le Premier ministre lâche une contre-vérité devant des millions de téléspectateurs [Fillon sur M6 dimanche 3 octobre], il sait qu'il touchera un plus large public que le démenti le lendemain dans le journal.



Mais il est bien aidé par des complices qui le poussent allégrement dans ce piège : les tenants de la parole public et les serial-éditorialistes.

Des interviews sans vérification

N'ayant la plupart du temps face à eux non pas intervieweurs mais des présentateurs, les tenants de la parole publique (politiques, économistes, patrons, parfois même sportifs) n'ont pas à redouter de vérification et donc de remise en cause de leur parole. ils peuvent alors se concentrer presque uniquement sur la mise en scène de leur message.



À ce titre, les journaux télévisés ont fait mille fois plus de mal à la presse papier que le web, puisqu'ils ont habitué le public à se passer de vérification. Ce ne sont plus les affirmations qui sont vérifiées et éventuellement remises en cause, mais la personne. Ne reste alors que la forme du message (le président a-t-il été "bon" le 14 juillet face à Pujadas, Eric Woerth avait-il "l'air sincère" devant Ferrari ?) et non le fond.

Des serial-éditorialistes sans valeur ajoutée

En intervenant sur tous les sujets, les éditorialistes sont aussi imprécis que les politiques et brouillent le rôle des journalistes.

Et les "grands" éditorialistes, qui se veulent bien souvent les gardiens du temple de l'information et ne ratent jamais une occasion de présenter le web comme un ramassis d'âneries (ce qu'il peut aussi être) sont peut-être les pires complices de cette dévalorisation de l'information. S'exprimant sur tous les sujets, même les plus techniques en préférant bien souvent le plaisir du débat rhétorique à la confrontation méthodique des faits, les serial-éditorialistes qui signent dans 10 journaux et participent à autant d'émissions de télévision et de radios nivellent par le bas.

À force de vouloir tout commenter, ils sont aussi vagues et imprécis que ceux qu'ils interrogent et n'apportent plus aucune valeur ajoutée journalistique.

Et l'on se prend à rêver d'émissions de télévision ou de radios où les tenants de la parole publique seraient confrontés à une véritable vérification en direct de leurs affirmations. Où, quand un Premier ministre affirme à 21h10 qu'un salarié partant à la retraite après 44 ans de cotisation touchera "une retraite plus élevée", il pourrait être démenti à 21h35 par une équipe de journalistes ayant immédiatement vérifié cette affirmation.

Où un Olivier Besancenot expliquant qu'aujourd'hui "il y a une toute petite minorité de salariés qui arrivent à faire les 37,5 annuités" se verrait présenter le véritable chiffre : 60%, ce qui n'est plus vraiment une "toute petite minorité".

Bref, des émissions et une presse où on laisserait les journalistes faire leur boulot en vérifiant la véracité des propos, et où les éditorialistes seraient cantonnés à leur domaine, celui du débat d'idées.

>> Article initialement publié sur **Cross Media Consulting**

RENAUD

le 11 octobre 2010 - 17:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On peut penser au Canard Enchaîné, en bonne santé financière, sans publicité et dont le principal objectif est la remise en question de la parole des politiques.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

G.CHARLES

le 12 octobre 2010 - 12:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le problème de fond, c'est l'appauvrissement généralisé des contenus, qui ne concerne pas seulement les éditoriaux. Les journalistes n'ont plus le temps ni les moyens d'enquêter, ni de réfléchir à leurs sujets, encore moins de vérifier les infos. Grâce à internet, leur productivité a été multipliée par deux ou trois ces dernières années: un rédacteur d'hebdomadaire écrivait en moyenne une page toutes les deux semaines il y a 5 ans, aujourd'hui, on lui demande d'en remplir deux, et de gratter également quelques feuillets supplémentaires pour le site web. Mécaniquement, la "valeur ajoutée" diminue...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE